
5

LES JEUNES A RISQUE ET L'ORDRE POLITIQUE

Gnangadjomon Kone

Résumé

Le discours nationaliste et anticolonialiste des « jeunes patriotes » ivoiriens a été expliqué comme *un rêve de démocratie « authentique », une volonté affichée de redéfinir sur d'autres bases les relations entre la France et la Côte d'Ivoire* ou encore comme une *prise de conscience du fait national*. Contrairement à ces lectures dominantes, nous suggérons de saisir les dénonciations anticolonialistes de ces jeunes comme une stratégie élaborée par une génération - "*sacrifiée*", dépossédée, dépourvue de tout espoir d'accéder aux statuts des anciennes générations - pour revendiquer une promotion sociale et politique plus sécurisée.

Mots-clés :

Jeunes patriotes, Côte d'Ivoire, mouvement social.

1. Introduction

En réaction à l'insurrection armée du Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) qui contrôle la moitié nord de La Côte d'Ivoire en septembre 2002, un mouvement de soutien à l'action gouvernementale a émergé dans la partie sud. Âgés, pour la plupart, de moins de 35 ans lorsque ce mouvement émergeait en 2002, les acteurs de cette contre-révolution se sont baptisés « jeunes patriotes » (JP). Ils revendiquent l'idéal commun de « *bomber les poitrines pour sauver le pays* » et de « *défendre la Côte d'Ivoire et ses institutions contre l'occupation étrangère et contre le néocolonialisme sous toutes ses formes* (Blé Goudé, 2006 : 124). Les « JP » prétendent également, être des *combattants d'une guerre de libération nationale* ou de la *seconde indépendance de la Côte d'Ivoire*. Ils se mobilisent, par ailleurs, sous le registre de l'autochtonie en se présentant comme les descendants des détenteurs légitimes du pouvoir politique.

Deux catégories de militants « JP » se distinguent: les combattants armés, d'une part, et les civils d'autre part. Les premiers se sont donnés pour slogan

de répondre aux armes des rebelles par les armes. Quatre mille (4 000) d'entre eux ont intégré l'armée régulière en 2003 au terme d'une formation accélérée pendant qu'environ vingt mille (20 000) autres formaient des mouvements d'autodéfense ou milices armées. Les seconds sont des civils estimés à cinquante cinq mille (55 000) personnes (Rueff, 2004) qui prônent la *libération du pays par le verbe*.

Le sens de l'engagement des « jeunes patriotes » et, par ricochet, celui de la formation des organisations patriotiques, est l'objet d'une controverse comme nous l'enseigne la revue de littérature suivante.

1.1. Point de la littérature sur les « jeunes patriotes »

Deux principales thèses s'affrontent sur l'explication du sens de l'émergence des « jeunes patriotes » sur la scène de la violence politique. La première, inspirée des travaux pionniers de Ted Gur (Gur, 1970), rend compte du phénomène en termes de frustrations [grievances]. Les auteurs concernés par cette lecture sont, entre autres, Banégas Richard, Aghi Bahi et Blé Kessé Adolphe. La deuxième option théorique à travers laquelle l'on tente de comprendre l'engagement des « JP » table sur la disponibilité des opportunités. Ici, on peut classer les recherches de Dakouri Gadou, Déverin Yveline et Yacouba Konaté. Que nous enseigne chacun de ces clans sur la signification du « jeune patriotisme » en cours depuis 2002 ?

Banégas Richard s'est préoccupé de rechercher une signification sociologique et historique aux slogans de *libération nationale* ou de *seconde indépendance* des « JP ». Pour lui, ces discours expriment la volonté de forger une nouvelle politique de l'africanité au sens qu'en donne Achille M'bembé. Les « JP » exprimeraient ainsi la volonté d'une opinion africaine de se défaire des vieilles habitudes d'ingérence ou, plus spécifiquement, *une volonté de sortir du tête-à-tête postcolonial avec la France* (Banégas 2007 : 18). Dans la même veine, Aghi Bahi a décrit le contexte d'apparition des « Sorbonnes » à Abidjan et émis l'hypothèse que *le sens construit par les acteurs est celui de la démocratie « authentique » où les individus débattent librement des affaires de la cité et expriment leurs opinions* (Bahi A., 2003). Cet argument semble partagé par Blé Kessé Adolphe qui compare les « Parlements » et « Sorbonnes » des « JP » avec l'Agoras de la Grèce antique. Blé Kessé lie l'émergence des « JP » à un *long processus de prise de conscience des jeunes du fait national* (Blé Kessé 2009 : 258). Le « patriotisme » dans les Sorbonnes, précise-t-il, « *est la manifestation de la conscience des jeunes du fait national* ».

À ces différentes lectures, s'opposent celles de Dakouri Gadou, Deverin Yveline et Yacouba Konaté quelque peu influencées par la théorie économétrique de Paul Collier et Hanke Hoeffler (2004) ou encore de Grossman (1991, 1999). Dans une contribution intitulée « *Crise ivoirienne : enjeux et sens d'une mobilisation patriotique* », Dakouri Gadou note que « *la mobilisation patriotique ne constitue qu'un enjeu de pouvoir, une rhétorique de lutte sur le pouvoir* » (Dakouri G., 2009 : 65). Similairement, Déverin Yveline fait observer que la lutte des "JP" est fondée sur des motivations lucratives (Déverin, 2006). Pour elle, la « *galaxie patriotique* » est composée essentiellement de jeunes frustrés, demandant des comptes à une société qui les marginalisait ». Cette tentative de caractérisation de l'identité « jeune patriote » prolonge l'analyse pionnière de Yacouba Konaté. Yacouba Konaté indiquait, déjà en 2003, que les « JP » constituent une génération qui, depuis les années 90, se révoltent contre ses conditions socioéconomiques de vie en créant notamment un genre musical populaire appelé le « Zouglou » (Konaté Y., 2003).

Nos résultats suggèrent de privilégier la dimension « *greed* » de l'engagement patriotique des « JP ». Pour nous, le « jeune patriotisme » observé en Côte d'Ivoire de 2002 à 2011 est moins supporté par une idéologie que par l'avidité. Cette thèse que nous exposons dans les pages suivantes, repose sur un préalable, à savoir la nécessité de prudence face au piège des discours patriotiques de la jeunesse.

1.2. Nécessité de prudence face au piège des discours

Trois raisons essentielles soutiennent la nécessité de méfiance face aux discours de « *libération nationale* » et de « *soutien aux institutions de la République ainsi qu'à tous ceux qui les incarnent* » que développent les « JP » pour légitimer leur engagement politique. La première, c'est que les alliances aussi bien internes qu'externes¹ de ces acteurs sont fluctuantes. La seconde tient au fait que les discours dénonciateurs quotidiennement relayés par ces jeunes dans les micros espaces de mobilisation ne sont jamais suffisamment internalisés. L'observation attentive de ces harangues nationalistes et anti colonialistes révèle plutôt qu'il s'agit bel et bien de discours par procuration. Le troisième motif pour lequel nous devrions douter du langage des « JP » tient à l'inadéquation qu'il y a entre discours et stratégies d'acteurs réellement déployées.

Sur le plan des loyautés externes, c'est avec stupéfaction que d'aucuns ont accueilli l'information rapportant le ralliement, en novembre 2008, de 500 ex-combat-

1 Les alliances avec l'État ou avec les leaders des partis politiques présents sur l'échiquier politique national.

tants « JP » à la formation politique dirigée par l'opposant Alassane Dramane Ouattara (ADO). Ce revirement est d'autant plus surprenant qu'il intervient au moment même où l'ex-premier ministre ADO est présenté dans les « Agoras » et « Sorbonnes » comme étant *l'ennemi de la Côte d'Ivoire et le père de la rébellion*. Dans le même registre, le chef du gouvernement d'alors [Charles Konan Banny] avait réalisé, en juin 2006, ce qui a été qualifié alors de *grand coup politique*. Alors que l'on s'y attendait le moins, *Konan Banny réussit à travers l'argent, à s'attirer le ralliement d'une grande partie des « jeunes patriotes » y compris certaines têtes fortes de la Sorbonne*² au détriment du Président Gbagbo. De célèbres orateurs et présidents de « Parlements » accusés d'avoir reçu cinquante (50) millions du premier ministre Banny auraient même publiquement annoncé leur divorce d'avec le camp présidentiel aux cris de « *depuis que nous sommes à Abidjan, est-ce que Gbagbo connaît le prix de nos sacs de riz ?* ». On le voit, la loyauté des « JP » à l'État n'a jamais été définitivement acquise. Ce qui est encore paradoxal et qui renforce notre mise en garde contre les discours des « JP », c'est l'attitude de la génération des quatre mille (4000) combattants « JP » intégrés dans l'armée nationale en 2003. Il ressort que cette génération, communément appelée « soldats Blé Goudé »³, a été particulièrement active dans les récurrentes manifestations de revendications salariales qui ont secoué l'armée gouvernementale depuis 2005. Ces jeunes avaient été, pourtant, recrutés au sein des « Parlements » et « Agoras » sur la base de leur conviction à *offrir leur vie pour sauver la patrie*.

Au niveau de la dynamique interne du mouvement, les alliances se nouent et se dénouent dans une logique où les compagnons d'aujourd'hui deviennent les ennemis de demain et vice et versa

La seconde raison qui légitime notre proposition de reléguer les discours d'acteurs au second plan, tient à la nature figée desdits discours : d'un interviewé à un autre et dans des milieux aussi variés, les discours sur l'anticolonialisme restent redondants, figés et monotones. Tout se passe comme si l'on se retrouvait dans une salle de classe où des élèves mémorisent et récitent leurs leçons. À vrai dire, le discours anti-français tenu par les « JP » ne relève pas de leur analyse critique intrinsèque des rapports entre la France et la Côte d'Ivoire. Il est, plutôt, l'émanation d'un cadrage politique mis en œuvre par des élites intellectuelles et politiques à des fins de mobilisation en situation d'État faible. On pourrait même conclure

2 Propos d'un président de parlement interviewé le 27/09/2008 dans la commune de Koumassi.

3 « Soldats Blé Goudé » parce que Blé Goudé aurait activement participé à la sélection de ces soldats.

qu'il s'agit d'un discours par procuration, c'est-à-dire, un langage emprunté aux acteurs politiques au sommet de l'État et auquel les jeunes ne croient pas forcément. D'ailleurs, ce discours n'est pas aussi constant que le prétend Blé Kessé⁴. À preuve, le soutien supposé de la France à la rébellion n'a été mis en avant, dans les revendications des « JP » qu'à partir des événements de 2004. Avant cette date, les interventions tendaient à présenter le malaise ivoirien comme un complot des pays limitrophes. La destruction de nombreux quartiers précaires à Abidjan dès le déclenchement de la guerre a résulté de ce sentiment que la Côte d'Ivoire est attaquée par ses voisins immédiats. De 2002 à 2004, les rebelles ont été déconstruits comme étant des *terroristes* recrutés dans les pays voisins. Tout porte à croire que l'emploi régulier de ce terme *terroriste* était, contrairement à ce qu'avance Blé Kessé, un appel au secours adressé à l'Europe y compris la France et les États unis reconnus pour leur engagement mondial contre le terrorisme.

Ce pourquoi il faut, enfin, observer une prudence vis-à-vis de la grammaire nationaliste des « JP », c'est la flagrante inadéquation qui existe entre les images publiques que produisent ces jeunes, face à tout enquêteur, et ce qu'ils font réellement dans leur vie quotidienne. De 2003 à 2006 par exemple, alors que les « Agoras » et autres « Parlements » rivalisaient d'ardeur dans les discours de « rupture définitive d'avec la France », des « JP » affluaient devant l'ambassade de France pour introduire des dossiers d'obtention de visas français :

« (...) Certains d'entre nous ont été intelligents et ont pu avoir des visas pour aller en France. On se présentait à l'Ambassade de France pour se faire passer pour des cibles des escadrons de la mort. Moi-même, j'ai ma grande sœur qui a fait ça et qui se trouve aujourd'hui derrière l'eau [en France] » (T.Z. 24.02.09).

Au plus fort du conflit, pourtant présenté comme une guerre « d'indépendance économique », Charles Blé Goudé, l'une des figures de proue de ce combat d'*affirmation économique de la Côte d'Ivoire* avait été, à tort ou à raison, soupçonné d'ordonner la protection des intérêts économiques d'un groupe de Français à Abidjan sous fortes récompenses. Les avantages économiques que ce service lui aurait rapporté ont engendré de folles rumeurs à Abidjan selon lesquelles Blé Goudé détiendrait des stations d'essence. Présentés, enfin, comme des secouristes de la *mère patrie attaquée*, la quasi-totalité des leaders « JP » ont, pourtant, exigé depuis 2006, des salaires mensuels, aux gouvernants, qui oscillent entre

4 Pour Blé Kessé, les discours « *des jeunes patriotes* » dans les Sorbonnes étaient dirigés essentiellement contre l'implication directe ou indirecte, à travers l'ONU, de la France dans la crise ivoirienne (Blé Kessé, 2009).

150 et 600 000 FCFA. Enfin, au moment où les discours sur l'étranger-envahisseur meublèrent la « Une » des débats à la « Sorbonne », des chefs de file de cette dénonciation usèrent de leur influence pour faciliter l'entrée et l'installation d'étrangers en Côte d'Ivoire sur fond de récompense matérielle.

1.3. Hypothèse

Conviendrait-il d'entendre les discours de « *libération nationale* » et de « *soutien à la patrie attaquée* » des « JP » comme des stratégies de légitimation d'une demande d'accès à des promotions sociales plus rapides et sécurisées ? Pour peu que l'on évite l'enfermement dans les harangues populaires, cette thèse paraît plausible. Il est possible d'avancer l'hypothèse que le mouvement « JP » existe et résiste parce que ses animateurs y trouvent la possibilité de poursuivre des projets personnels de promotion sociale ou politique. L'ascension politique de certains leaders entre 2002 et 2009 en est une preuve. La radiographie sociologique des « JP » révèle qu'ils constituent une catégorie de jeunes dominés, dépossédés, démunis et exclus de toute participation politique significative. C'est une *génération sacrifiée* et dépourvue de tout espoir d'accéder aux statuts de leurs aînés tels que « les compagnons de l'aventure 46 »⁵. La situation de désordre et l'exercice de la violence se posent comme une opportunité pour changer les anciens rapports politiques qui confinaient ces jeunes dans un rôle marginal de « ramasseurs de chaises ». Le *jeune patriotisme* semble également prospérer du fait que les modalités de réussite sociale de la société ivoirienne connaissent une mutation en profondeur : depuis 1990, les référents sociaux de la jeunesse ivoirienne, en matière de réussite sociale, semblent basculer du principe de "l'école à tout prix" vers celui de "la politique à tout prix". Pour tout dire, le *jeune patriotisme* auquel on assiste, est la révolte, contre leurs conditions sociales et économiques personnelles, de ceux pour qui « *Le présent n'est pas serein, le futur est une question* »⁶

L'argument souvent avancé par les médias internationaux à propos des « JP », et que Banégas a, d'ailleurs, battu en brèche, tend à soutenir la thèse de la pure manipulation. Certes, cette génération de la trentaine, qui n'a que très peu bénéficié du « miracle ivoirien » et qui plus est victime de l'implosion du système

5 "Les compagnons de l'aventure 46" sont au nombre de 145. Ce sont les premiers étudiants boursiers ivoiriens envoyés par le président Houphouët-Boigny en France le 22 octobre 1946. La plupart d'entre ces 146 étudiants sont devenus les figures de proue du développement de la Côte d'Ivoire.

6 Extrait du titre *Survivants* de l'album intitulé *Y'a n'en pour les oreilles* du groupe de rap surnommé Garba50. Cet album est apparu en 2006.

scolaire et des effets directs des programmes d'ajustement structurel (PAS), a été l'objet de manipulation. En revanche, il faut noter – et c'est là l'une des originalités des « JP » – que ces jeunes développent des techniques pour, à leur tour, manipuler les élites. Par conséquent, les gouvernants et les « JP » se retrouvent dans une position de dépendance mutuelle : tout en étant manipulés par les aînés sociaux pour défendre l'État, les jeunes participent à la recomposition de celui-ci en se construisant eux-mêmes à travers notamment, les marges de pouvoir que leur confère la légitimité acquise sur le théâtre de l'action patriotique. Ailleurs, De Boeck et Honwana Alcinda (2000) ont noté un tel processus qui les amène à théoriser les jeunes comme étant des *Makers and Breakers*. Pour conclure, l'hypothèse centrale qui parcourt notre contribution est la suivante : quand les jeunes s'organisent pour défendre un État en situation de conflit interne ouvert, ils jouent, en priorité, à acquérir du pouvoir en vue de l'exercer comme instrument de pression pour faire aboutir leurs revendications d'ascension sociale à adresser au même État. Les conflits intra étatiques ouverts, sont, pour ainsi dire, porteurs de mutations sociales, politiques et économiques. Ils génèrent des cartes à de nouveaux acteurs, notamment les jeunes, pour redéfinir – au sens d'en faire partie – les frontières des bénéficiaires de l'État.

Cet article s'articule autour de trois points saillants. Le premier porte sur la définition du terme de « JP » quant le seconde et le troisième traitent respectivement de la configuration générale du mouvement et des perspectives de réinsertion socioéconomique des acteurs.

2. Que signifie être « Jeune Patriote » ? Sociologie spontanée de l'identité « JP »

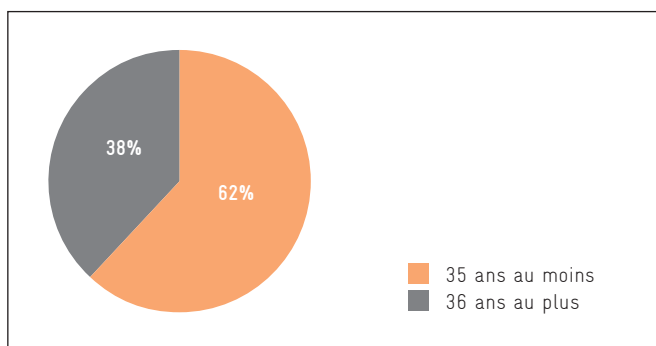
Dans cette section, le lecteur trouvera la définition que donnent les *jeunes patriotes* eux-mêmes au concept de *jeune* adossé au patriotisme dans le contexte ivoirien de 2002 à 2009. Cette sociologie spontanée de la catégorie « *jeune patriote* » repose sur les questions suivantes : qui est *jeune patriote* et qui ne l'est pas ? En quoi le *jeune patriote* ivoirien se distingue-t-il du patriote ordinaire ivoirien ?

Pour certains, être *jeune patriote* implique des paramètres d'âge :

« On parle de *jeunes patriotes* parce que la plupart des leaders emblématiques, c'est-à-dire ceux qui sont au devant de la lutte étaient âgés de moins de 35 ans quand la crise commençait en 2002 » (B.S.12/11/2008).

Les données statistiques accréditent cette définition comme le révèle le graphique ci-dessous :

Figure 1 : Répartition de l'échantillon selon l'âge en 2002



Sources : nos enquêtes 2007-2009

Pour d'autres, l'âge n'est pas important pour être *jeune patriote* dans la mesure où ...

« Même si tu as 22 ans que tu n'as pas la fougue, la détermination ou l'énergie, tu ne peux pas être appelé "JP". Par contre le "doyen" qui est là, s'il a 77 ans, qu'il est présent lors des manifestations de protestation, on avance ensemble, on fonce, c'est un "JP". Son énergie l'a rendu jeune » (B.B. 25/11/2008).

Ce qui importe, selon eux, ce sont les paramètres de masculinité:

« Quel que soit l'âge de quelqu'un, s'il arrive sur le terrain et qu'il est engagé, on se dit directement qu'il est jeune parce que c'est le sang des jeunes qui coule en lui. Quand il est avec nous, ça veut dire qu'il a encore le sang jeune. Ce n'est pas par rapport à l'âge mais par rapport à l'activisme. C'est le terrain qui détermine (...) Quand je dis *homme de terrain*, c'est simple : vous avez vu que c'est avec nos mains qu'on a cassé tout ce qui était décor devant le 43ème BIMA⁷. Ce béton là, on a pris du bois pour casser ça ! Mais des vieux étaient avec nous ce jour. Ce sont des vieux mais ils sont très jeunes » (GSL., 2.11.2008).

7 Cantonnement de la force française à Abidjan.

Si le « JP » se détermine par son activisme, il reste à justifier pourquoi des Ivoiriens, probablement plus engagés que certains « JP », ne méritent pourtant pas, le statut de « JP ». En somme, qu'est-ce qui, selon les « JP », distingue les catégories qui se font appeler « JP » par rapport aux patriotes ordinaires ? Sont considérés comme patriotes ordinaires, ...

« Toutes les personnes d'obédiences politiques confondues qui sont sorties dès les premières heures de la crise. Tous les Ivoiriens qui se sont rendus compte qu'il s'agissait de leur pays. Tous ceux qui se sont levés pour brandir toutes sortes de barricades à la date du 2 novembre 2002 par exemple et qui ont préféré par la suite rester à la maison quand ils ont vu qu'il y a la mort dans cette lutte et qu'il n'y a pas trop d'intérêts financiers dedans » (D. F. 15.12.2009).

Allant plus loin dans leur définition du patriotisme, certains activistes du mouvement se le représentent comme un ensemble de tâches, de rôles et d'attitudes spécifiques. Pour eux, le « JP » se distingue du *patriote ordinaire* dans la mesure où celui-ci (le « JP ») fait du patriotisme une mission voire un métier :

« Ah ! Oui ! A un moment donné, *le patriotisme devient une vocation c'est-à-dire que ça devient une mission, un métier. On se donne à ça.* La résistance n'est pas une action sporadique, je l'ai dit tout à l'heure » (S. B, 10.11.2008).

Si les « JP » se distinguent des patriotes ordinaires parce qu'ils pratiquent le patriotisme comme une profession, il n'en demeure pas moins que l'identité de "JP" est elle-même plurielle ! En nous référant à des terminologies admises dans le milieu, on découvre qu'il existe deux types de "JP" : les « **résistants** » et les « **patriotes résistants** » :

« Les gens nous appellent tous "JP" mais nous-mêmes on sait qu'il y a des catégories de "JP". Il y a les **résistants**, ceux qui sortent à chaque fois qu'on lance un mot d'ordre de manifestation. Ils n'ont pas peur de la mort, à la différence des patriotes ordinaires » (D. F., 25.10.2008).

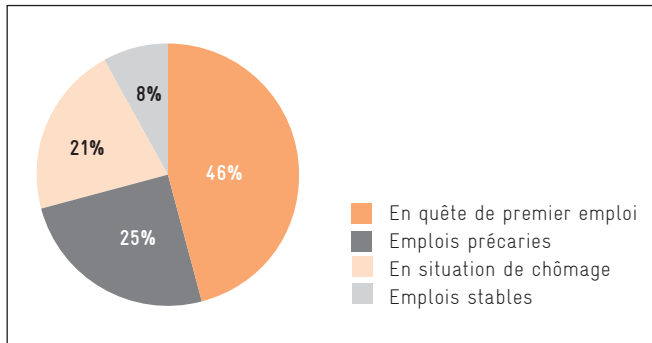
Quant au « **patriote résistant** », c'est ...

« Celui qui est en même temps patriote et résistant. "**Le patriote résistant**" est celui qui est *dans la mouvance chaque jour que Dieu fait.* Le patriote résistant, ça va chez lui oh ! Ça va pas chez lui oh ! C'est parlements et agoras. C'est là-bas son quartier général. Je prends le cas du "Congrès"

d'ici [référence au "parlement" d'Abobo], moi je connais des Ivoiriens qui sont assis de 7 heures jusqu'à 20 heures ! Ils ne font que parler de leur pays (D. F., 25.10.2008).

Être « jeune patriote » implique, dit-on, de faire du patriotisme un métier. Y aurait-il finalement, une corrélation entre les profils professionnels des catégories « JP » et l'émergence du patriotisme de métier à l'œuvre depuis 2002 ?

Figure 2 : Profils professionnels de l'échantillon en 2002



Source : nos enquêtes 2007-2009

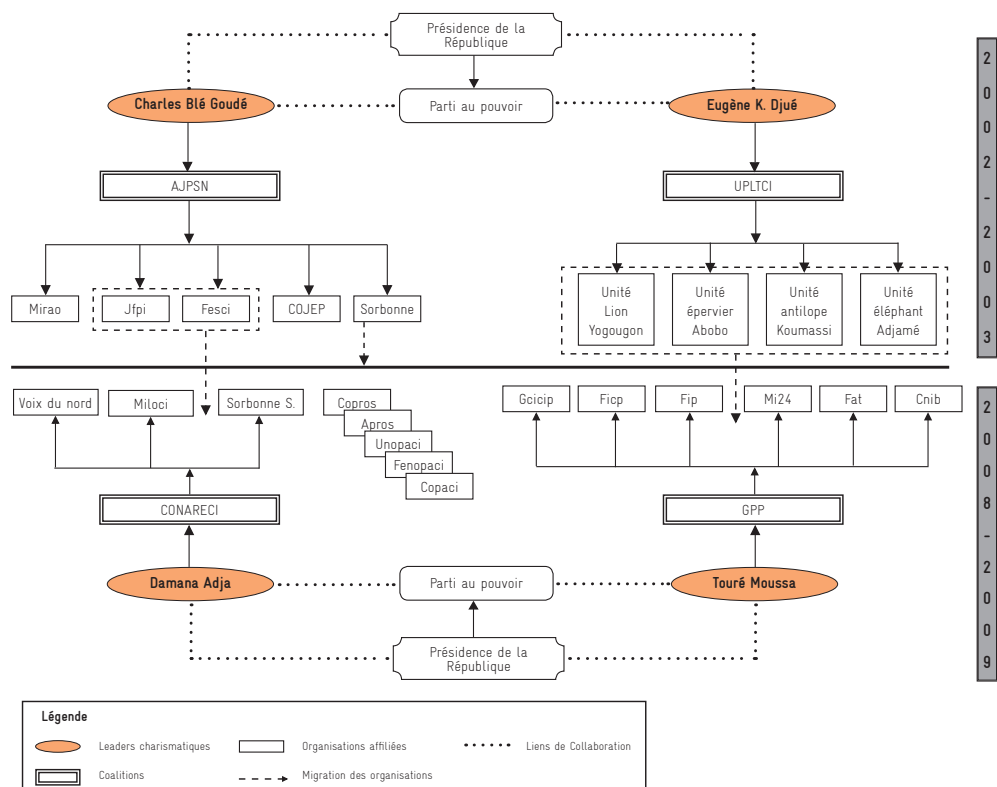
La caractéristique la plus frappante des catégories "JP" est la très forte composante de personnes vivant dans la précarité. La précarité concernait, globalement, 92% d'entre eux en 2002. Car, les titulaires d'emplois précaires qui représentent 21% peuvent être classés dans la catégorie chômeurs compte tenu de leurs faibles revenus. Nous appelons emplois précaires, les activités dont les revenus mensuels oscillent entre 50 et 75 000 FCFA. Les contraintes économiques dans lesquelles vivent les « JP » vont déteindre sur le fonctionnement interne du mouvement.

3. Configuration et dynamique interne du mouvement

Comme le montre le schéma ci-dessous, le mouvement « jeunes patriotes » présentait, à sa création en 2002, une configuration en deux grandes coalitions : l'Alliance des Jeunes Patriotes pour le Sursaut National (AJPSN) et l'Union Pour la Libération Totale de la Côte d'Ivoire (UPLTCI) dirigés respectivement par les nommés Charles Blé Goudé et Eugène Djué :

3.1. Configuration générale du mouvement

Figure 1 : Configuration générale du mouvement “Jeune Patriote”



L'un des traits les plus marquants du mouvement « JP » est sa dynamique de recomposition interne : à sa création à partir d'octobre 2002, ce mouvement présentait une configuration en deux grands blocs : l'Alliance des Jeunes Patriotes pour le Sursaut National (AJPSN) et l'Union Pour la Libération Totale de la Côte d'Ivoire (UPLTCI) dirigés respectivement par les nommés Charles Blé Goudé et Eugène Djué. Jusqu'en 2009, deux autres coalitions que sont le groupement des patriotes pour la paix (GPP) et le congrès national des résistants de Côte d'Ivoire (CONARECI) ont été créées. On note, de même, une multitude de collectifs formés spécifiquement par les orateurs ou "professeurs" des « Agoras » et « Parlements ». Il s'agit, dans l'ordre chronologique de création, du Collectif des professeurs de parlement (COPROS), de l'Association des professeurs de parlements (APROS), du Collectif des parlements et agoras de

Yopougon (COPAYO), de l'Union nationale des parlements et agoras de Côte d'Ivoire (UNOPACI), de la Fédération nationale des parlements et agoras de Côte d'Ivoire (FENOPACI) et du Collectif des parlements et agoras de Côte d'Ivoire (COPACI)].

Pourquoi les « jeunes patriotes » utilisent autant de coalitions alors qu'ils se réclament une identité et un idéal communs? Comment les « JP » rendent-ils compte de cette espèce de syndicalisation du combat patriotique?

3.2. *Sociologie politique de la formation des structures patriotiques*

Deux types de facteurs expliquent la formation des organisations patriotiques. Il y a, d'un côté, les facteurs externes aux « JP » et, de l'autre, ceux liés au fonctionnement interne du mouvement lui-même. Sur le plan des facteurs externes, la constitution des structures patriotiques est la réponse des jeunes face aux aînés devenant de moins en moins reconnaissants et solidaires à leur égard. Dans la préface de l'ouvrage publié par Alfred Babo (Babo A. 2010), Akindès Francis résume cette idée en parlant d'« *idéologie du grand-frérisme que les aînés souhaitent à sens unique tant qu'il est possible de maintenir le statut quo à leur profit* ». En effet, si les jeunes ont entrepris de s'organiser, c'est parce qu'ils développaient le sentiment d'avoir joué leur rôle de cordon humain pour sauver les aînés, qui à leur tour, tentaient de se dérober de leurs obligations et responsabilités vis-à-vis d'eux :

« On s'est rendu compte, à un moment donné, qu'il fallait qu'on s'organise (...) puisque les gens du régime, ceux pour qui nous nous battons, ne sont pas reconnaissants : souvent, tu leur demandes une simple audience et ils te disent qu'ils ne sont pas là. Tu veux venir prendre des informations avec eux simplement mais eux, ils pensent que tu viens leurs chiper quelques billets. Tu demandes un rendez-vous, le monsieur pensera d'abord aux billets qu'il va te donner. Ils ne sont même pas prêts à ... (silence) alors qu'ils veulent toujours demeurer dans leurs positions de ministres et directeurs. » (D. T., 29/09/2008)

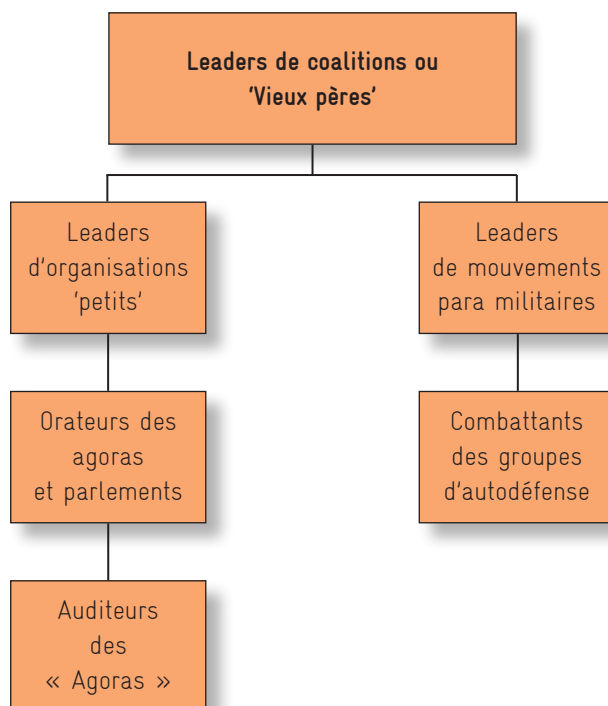
De ce qui précède, on peut, en empruntant les propos d'Akindès Francis, conclure que les jeunes se coalisent en associations patriotiques parce qu'« *ils n'entendent plus être de simples agents sociaux au service d'un système social régi par l'idéologie conservatrice du grand-frérisme* ». Cependant, lorsque certains jeunes s'érigent contre l'idéologie du *grand-frérisme*, ce n'est pas pour la faire

disparaître. Ils visent plutôt, à la récupérer ou la remplacer par une idéologie similaire qu'ils emploient, à leur tour, au détriment d'autres jeunes sous leur domination. En milieu « JP », le *grand-frérisme* a été simplement remplacé par le "vieux-pèrisme" qui, à son tour, a engendré le factionnalisme à l'œuvre dans le mouvement.

3.2.1. Du « vieux-pèrisme » au phénomène de démembrement

Le phénomène de démembrement que l'on constate au sein du collectif « JP » tire ses racines des modalités originelles de son fonctionnement ou de sa hiérarchisation ci-dessous présentée.

Figure n°2 hiérarchisation du mouvement



Source: nos enquêtes 2007-2009

Au sommet, se trouvent les leaders de coalitions appelés les « vieux pères ». On les surnomme les *ingénieurs de la lutte* parce qu'ils sont en haut et conçoivent les mots d'ordre. Ils dominent la chaîne de commandement jusqu'aux militants

des « Parlements » et les combattants des groupes d'autodéfense. Les "vieux pères" jouent un rôle de relais entre les autres acteurs du mouvement et les instances de financement des charges afférentes à l'organisation des activités patriotiques. Après les "vieux pères" viennent les "petits" qui sont des leaders d'associations affiliées aux coalitions. Les "petits" se font appeler *les techniciens de la lutte parce qu'ils sont sur le terrain*. Leur rôle est de mettre en pratique les mots d'ordre reçus des "vieux pères". Ils travaillent en étroite collaboration avec les orateurs ou « professeurs » des EDRs. Ces "professeurs" sont des *maîtres de la parole*. Ils se distinguent par leur éloquence et leurs talents à inciter les auditeurs des « Parlements » à l'action. Quand il s'agit de mener des opérations militaires pour lesquelles l'armée de métier est inefficace, les "vieux pères" sollicitent les leaders de mouvements armés qui, à leur tour, *mettent en ordre de bataille leurs combattants*. Naturellement, l'allocation des avantages de la lutte est régulée par le dispositif opérationnel que nous venons de décrire.

Le principal facteur de déclenchement de la tendance à la multiplication des organisations patriotiques provient d'une crise de confiance née, entre les "petits" et les "vieux pères", autour de la répartition des fruits de l'engagement. Les premiers soupçonnent les seconds, à tort ou à raison, d'être des *coupeurs de route*, c'est-à-dire, de ne jamais déclarer à la base, les sommes reçues des autorités étatiques.

3.2.2. Organisations patriotiques ou instruments de revendication?

Si les « JP » créent autant de structures patriotiques, c'est parce qu'ils découvrent que le statut de leader d'organisation de soutien au pouvoir confère une légitimité dans l'accès aux dividendes de l'État. Selon l'un des membres fondateurs du COPROS, structure pionnière du processus de démembrement, l'initiative de création de leur coalition part du constat de l'ascension sociale rapide des leaders charismatiques. Pour lui, les militants de base et autres leaders affiliés aux chefs des coalitions ont constaté un écart entre leur niveau de vie et celui desdits leaders charismatiques. C'est ainsi que les orateurs, se considérant les plus défavorisés, fondent leur collectif, aux cris de « nos leaders s'enrichissent sur notre dos ». Dès sa création, le COPROS revendique une certaine autonomie et neutralité vis-à-vis de Blé Goudé, Damana Pickas et Eugène Djué qu'il soupçonne d'ailleurs de mener un combat d'intérêts égoïstes. Cette position des leaders du COPROS cache, dans le fond, une stratégie d'accès, sans intermédiaire, aux instances de redistribution des retombées de l'engagement patriotique. Cet accès est conditionné, en effet, par une certaine légitimité et une force de pression que confère justement, le statut de président d'organisation comme le soutient un membre fondateur du COPROS:

« L'union faisant la force, il fallait s'organiser pour parler d'une seule voix, pour constituer un groupe de pression. Parce que, si par exemple, une autorité refuse de recevoir Jean Marie Konin [président de FENOPACI], c'est toute la FENOPACI qu'il refuse de recevoir. En refusant de recevoir Zaouli [président de l'UNOPOPACI], c'est toute une famille de 65 orateurs que tu as refusé de recevoir à travers sa simple personne. Puisque tous ces orateurs se reconnaissent en lui. Et c'est à partir de cela qu'on a commencé à prendre les orateurs au sérieux (...) On avait aussi constaté que *tous nos premiers leaders qui ont reçu un peu, ils ont automatiquement déserté les rues*. Ils nous narguaient et ne fréquentaient même plus les « Parlements » (B. 12.11.2008).

Du passage ci-dessus, il ressort que le militantisme patriotique varie selon la position sociale: quand les conditions sociales et économiques de vie s'améliorent, l'engagement patriotique baisse d'intensité. De ce point de vue, on peut soutenir l'hypothèse que le patriotisme juvénile observé en Côte d'Ivoire de 2002 à 2009 est l'expression d'une révolte des plus défavorisés contre une société de moins en moins solidaire. C'est un appel à clémence d'une jeunesse trahie par leurs aînés, abandonnée, exclue et pour qui « le présent n'est pas serein, le futur est une question »⁸. Depuis la création du COPROS, le mouvement « JP » n'a de cesse de se dilater sur fond d'avidité pour une promotion sociale rapide.

3.2.3. Patriotisme ou quête d'ascension sociale?

Les leaders du COPROS ont été, à l'image des “vieux pères” accusés de mauvaise gestion des dividendes de l'engagement patriotique ; ce qui a donné lieu à la formation de l'APROS. Dans la même veine, il sera reproché aux chefs de file de l'APROS de privatiser les recettes provenant des rencontres avec les élites au pouvoir. Né sur les cendres de l'APROS, le leader de l'UNOPACI fut l'objet de dénonciations similaires à celles de ses homologues du COPROS et de l'APROS. C'est dans cette dynamique que se crée la FENOPACI pour dit-on *faire mieux que les autres en se mettant à la disposition du Front populaire ivoirien (FPI) afin de promouvoir l'insertion de ses militants*. Sur ce plan et en évaluant ses activités depuis décembre 2004, le président de la FENOPACI met à son actif, l'obtention d'une somme de cinq millions de francs auprès de la présidence de la République. Il atteste que cette somme serait désormais allouée mensuellement à un groupe de vingt cinq (25) orateurs:

8 Extrait du titre 7 de l'album *y'a n'en pour les oreilles* de Garba50 paru en 2006 (voir annexe 4).

« Avant, les orateurs n'avaient pas de per-diem. Aujourd'hui, un groupe d'orateurs touche des per diem. Nous avons expérimenté d'abord avec vingt cinq orateurs (...) Finalement, le président de la République, son excellence Laurent Gbagbo a dégagé une enveloppe de cinq millions par mois qu'il donne aux orateurs des parlements et agoras. Donc en clair, les orateurs ont vu leur condition s'améliorer depuis la création de la FENOPACI. Et ça, j'en suis fier. Je pense que c'est un bilan positif pour la FENOPACI » (J.K 17.11.2008).

En dépit du bilan positif revendiqué par les membres fondateurs de la FENOPACI, ils seront soupçonnés de *fonctionner en cercle restreint* et de privatiser les offres de l'État.

3.2.4. Quand chacun poursuit son bonheur personnel

La démarche finalement adoptée par certains orateurs d'agoras et parlements, face aux échecs des tentatives de conversion de leur engagement patriotique en biens matériels, c'est de rechercher un accès direct au président de la République. Cette logique sous-tend la création du collectif des parlements et agoras de Côte d'Ivoire (COPACI). En toile de fond de toutes ces alliances et ruptures, se trouve finalement la problématique de la survie personnelle des acteurs :

« Imagine quelqu'un qui est dans un village. Moi, ma famille s'appelle Dagrou, l'autre sa famille s'appelle Danon. Et chacun se confie au chef de sa famille. Mais, on a comme l'impression que ce chef ne fait rien pour la famille et chacun se dit : « *bon ! Je suis certes de la famille hein ! Mais je vais essayer autre chose* ». Donc je quitte mon village et je vais dans un autre village pour tenter de travailler avec ceux de là-bas. *Tout compte fait, chacun est à la recherche de son bonheur personnel*. Depuis que la guerre a commencé, il y a une classe de leaders qui a toujours accès à la présidence, qui échange au quotidien avec le grand manitou [allusion au président de la République]. Il nous faut essayer autre chose. On est avec eux et on n'a pas accès, il faut essayer de ne pas être avec eux et voir si on peut avoir accès. Voilà la naissance du COPACI (...) » (D.J., 10.1.2008).

3.2.5. Quand les jeunes instrumentalisent les tenants du pouvoir

L'un des traits distinctifs des « JP », c'est leur capacité à inventer des stratégies pour ruser avec le système social qui, apparemment, les confine dans un rôle de

dominés. Ces capacités de réinvention de soi interdisent d'aborder la problématique de l'engagement « JP » en termes purement d'instrumentalisation.

(...) En réalité, pour qu'un politicien te donne de l'argent ! [il ouvre grandement les yeux] (...) Aujourd'hui, quelque soit ce que tu es, un politicien ne va jamais te dire « toi, tiens » [il tend la main en guise d'argent]. Mais nous, quand on a regardé ça, on a cherché la solution : *tu vas créer un petit mouvement et tu appelles le politicien deux ou trois fois pour qu'il intervienne devant un public*. A partir de ça, tout ce que tu veux, ça passe. En tout cas, aujourd'hui, pour soutirer l'argent des politiciens, on ne cherche pas loin. Tu *crées un mouvement de soutien*. C'est les "Agoras" et "Parlements" qu'il faut créer (...) aujourd'hui, je me lève, je crée le mouvement « tous derrière Gbagbo pour le bien-être d'Agnibilékro », demain matin j'organise une conférence de presse, je vois les cadres, on me donne un peu d'argent. Demain j'invite un député, c'est fini comme ça. [Éclats de rires] (J. 21.09.08).

Cette section a démontré que les revendications patriotiques de la jeunesse ivoirienne sont plus l'expression d'une volonté de changer de statuts sociaux que l'émanation d'une opinion réclamant la révision des accords de coopération avec la France. Nous avons également prouvé que ce patriotisme n'est pas, non plus, une prise de conscience du fait national encore moins un rêve de démocratie authentique. Après environ huit années de patriotisme professionnel, les jeunes aspirent à un avenir meilleur qu'il conviendrait, à présent, de comprendre.

4. Imaginaires sociaux de réussite chez les « jeunes patriotes »

Les années de mobilisation patriotique ont fini par sécréter deux figures dominantes de réussite sociale dans l'imaginaire collectif des « jeunes patriotes ». Pour la catégorie de jeunes qui ont opéré le choix de « libérer le pays par le verbe », la réussite sociale passe par des carrières politiques. Ceux qui ont longtemps côtoyé les armes militent plutôt pour des carrières militaires.

4.1. Vers la reconfiguration du paysage politique ?

La scène politique ivoirienne subira-t-elle une recomposition en profondeur au cours de la décennie après guerre? Tout porte à le croire. Deux faits marquants justifient et présagent ce renouvellement imminent du paysage politique en Côte d'Ivoire : l'opportunité offerte par de longues années de praxis de la mobilisation

collective d'une part, et d'autre part, la fulgurante ascension politique des leaders de l'aile politique de l'ex-rébellion du MPCl.

Après de longues années d'expérimentation de la mobilisation collective, la jeunesse prend conscience de sa force politique et joue désormais à occuper les premiers rangs sur la scène politique ivoirienne. En effet, au fur et à mesure de la longue durée, la guerre s'est finalement présentée comme un tremplin d'apprentissage de la mobilisation et, tout naturellement, pour la construction de nouvelles carrières politiques. Ainsi, l'image du politicien s'est progressivement imposée, dans l'imaginaire collectif de ces jeunes, comme la nouvelle figure de réussite sociale. En définitive, le principe « l'école à tout prix » (Le Pape M and C. Vidal, 1987 ; Proteau 2002) qui, autrefois, structurait les passions de réussite, tombe en désuétude au profit de celui de « la politique à tout prix ». Ce passage en force de l'image du politicien est, en grande partie, lié à la montée, en grade politique, des dirigeants de la branche politique de l'ex-rébellion : Guillaume Soro participe au gouvernement de réconciliation nationale depuis février 2003 en qualité de ministre d'État. Cet ex-leader étudiant, né en mai 1972 et dont le mandat à la tête de la FESCI date de 1994 à 1998, a été propulsé au poste de premier ministre en mars 2007. Ce « bombardement » de celui que des leaders du mouvement patriotique considèrent comme « le plus intelligent » de leur génération a considérablement accru les prétentions politiques des « JP » :

« A l'origine, on mobilisait pour être adulé par les « gourou » du parti, puis avoir les moyens. Mais, le fait que Soro Guillaume soit devenu premier ministre a changé les objectifs: on ne mène plus le combat pour seulement avoir de l'argent mais aussi pour devenir quelqu'un demain. On peut même devenir ministre aussi. Les Sidiki Konaté qui étaient hier avec les Djué Eugène sont devenus ministres. Aujourd'hui, par exemple, quand tu discutes avec un «petit» de la FESCI, il se dit que d'ici dix ans, il doit être candidat à un poste politique. Chacun pense qu'il est apte à diriger, qu'il peut haranguer des foules, parce qu'il sait parler en public. La nomination de Soro au poste de premier ministre a été un facteur déclencheur de ces nouvelles aspirations. Aujourd'hui, on se dit entre nous que c'est notre génération qui est au pouvoir (...) On ne mène plus le combat pour Gbagbo seulement. On le pousse même à quitter pour qu'on puisse s'affirmer. On ne le dit pas publiquement mais en réalité, on est fier de SORO Guillaume, fier de constater que quelqu'un qui était à la tête de notre syndicat il y a seulement dix ans, est devenu premier ministre et gère bien les choses » (J., 10.02.2008).

Déjà en 2008, certains leaders d'EDR nous dévoilaient leurs intentions d'investir des postes électifs lors des échéances électorales prochaines. L'un d'entre eux nous a révélé le secret de candidater à la mairie de la commune du principal centre des affaires d'Abidjan [le Plateau] :

« Je serai le maire du plateau (...) Je veux briguer la magistrature du plateau (...) Ça, c'est quelque chose de secret mais je vous le dis aujourd'hui, donc je souhaite que cela reste secret (...) Même si c'est dans l'informel, nous avons appris à gérer des hommes. Nous connaissons la mentalité des Ivoiriens. Nous savons ce dont ont besoin les Ivoiriens et c'est cela que nous voulons mettre en évidence. Nous voulons montrer qu'après s'être battu dans la rue, on peut diriger une commune comme celle du Plateau. Nous voulons capitaliser ce que nous avons appris, mais mieux apprendre encore. C'est la suite logique d'une carrière qui est en train de se dessiner. Nous pouvons même aller au-delà de la mairie du plateau plus tard pour prétendre être gouverneur du district un jour ou même député à l'Assemblée Nationale (...) » (N., 1.10.2008).

Cette nouvelle classe d'acteurs politiques émanant du phénomène « jeune patriote » se structure en deux grands blocs opposés. D'un côté, ceux de la tendance Blé Goudé, qui ont émergé parallèlement au parti naturel du président Gbagbo, livrent un combat frontal au FPI en vue de s'imposer. De l'autre, ceux à l'image de Damana Pickas et Konaté Navigué, qui ont été propulsés dans les instances de décision du FPI et qui préfèrent attendre leur heure, dans l'ombre des générations anciennes. Quant aux ex-combattants, leurs rêves d'ascension sociale sont à rechercher ailleurs. Bien au-delà parfois des opportunités de réinsertion proposées par le mécanisme de sortie de crise.

4.2. *Perceptions sur les opportunités du « Service civique »*

Sur proposition du Président Gbagbo, les derniers accords de paix ont instauré le « *Service civique* » comme programme de sortie de crise. Ce programme est destiné ainsi que stipule l'accord, à « encadrer toute la jeunesse de Côte d'Ivoire et à la former en vue d'un emploi. Il accueillera tous les jeunes qui se sont familiarisés avec le maniement des armes pour les besoins de la guerre, dans le but de les former pour de futurs emplois civils ou militaires ».

Comment les ex-combattants perçoivent-ils ces opportunités proposées dans le cadre de ce programme? Les alternatives et choix proposés correspondent-ils à leurs aspirations professionnelles ? Quels sont leurs souhaits réels ou leurs imaginaires sociaux de la réussite ?

4.3. Les chefs de mouvements armés : diriger des sociétés de sécurité

Sur sept chefs de mouvements armés interrogés, six rêvent de diriger chacun une société privée de sécurité. Pour ce faire, chacun d'entre eux réclame au Centre de Commandement Intégré (CCI), structure en charge des questions de démobilisation, la somme de dix (10) millions et un véhicule de type 4X4 en lieu et place des formations suggérées par le « Service civique comme martèle le fondateur de la FLP :

« Nous les chefs des combattants, on a dit que nous avons besoin de dix millions et d'un véhicule 4X4 chacun. A la dernière réunion le coordonateur M. Donwahi a dit « non si on vous donne l'argent et que ça finisse, ça va être un problème ». Ils disent que non, y a des projets et qu'ils peuvent faire en sorte même qu'on aille se former en Europe pour ceux qui sont élèves. *Nous, on dit ça c'est vos projets, mais nous, on demande un véhicule pour chaque chef et dix millions. Moi, j'ai mon projet, si moi j'ai sécurisé la Côte d'Ivoire, ce n'est pas une société de sécurité que je ne peux pas diriger !* » (O. 14/02/2009).

Si les chefs des milices armées ou mouvements d'autodéfense ambitionnent de diriger des sociétés de sécurité, leurs combattants penchent plutôt pour des carrières militaires.

4.4. Les ex-combattants : propension pour les métiers des armes

Sous l'effet agrégé du port régulier de la tenue militaire et la familiarité avec les armes, la grande majorité des ex-combattants interrogés démontrent un attrait pour le métier des armes. Certains extériorisent cette propension sous forme de projet cohérent qui émanerait de leurs prédispositions naturelles :

« Quelqu'un qui dit que c'est la guerre seulement il veut faire et toi, tu lui demandes de venir apprendre un métier ! Je vais venir apprendre quel métier ! En ce moment même, je suis en train de faire mes papiers pour le concours de police ! Je te dis qu'il faut que je sois dans l'armée [elle remue la tête]. Les gens ont dit « Service civique », je dis moi ! Je ne veux rien faire (...) *là où je vais exceller* [elle tente de se lever de sa chaise], *là où mon âme va prospérer* [elle fait signe d'avoir froid], *là où je serai à l'aise, non ! Là où je vais dire « yes, j'ai réussi aussi dans ma vie »* [elle bouge la main pour marquer un progrès d'un point à l'autre], *c'est la police* » (R.D., 24.02.2009).

« Moi, je voulais être infirmier dans l'armée parce qu'avant j'étais aide-infirmier. On m'a imposé un métier que je ne veux pas faire. Ces métiers qu'on nous

a imposés, je ne suis pas d'accord, mais pour sortir de la crise, je suis obligé de m'attacher. Je suis obligé de faire ce que je n'aime pas » (G., 24.02.2009).

D'autres, par contre, manifestent leur attachement à la fonction de corps habillé comme la conséquence d'une longue familiarisation avec la tenue militaire. Pour cette catégorie d'acteurs, devenir militaire n'émane pas forcément d'une visée personnelle mais se présente plutôt comme une contrainte imposée de l'extérieur par la société dans laquelle ils évoluent.

« L'armée n'était pas dans mon programme avant. Je n'aimais pas ça, mais compte tenu du fait que je connais maintenant l'importance, je veux être corps habillé. Imagine que tout le monde m'a vu en treillis : mes parents, mes sœurs et mes copines m'ont déjà vu en arme. D'autres disaient déjà que je suis militaire. Et après, comment je vais aller expliquer que je ne suis pas militaire. C'est dur, c'est dur (G. P., 24.02.2009)

Ces propos illustrent que la carrière professionnelle n'est pas toujours un projet cohérent. Bien au contraire, il évolue et se construit par bricolage quotidien. Aussi, la démarche des opérations de DDR qui consistent à affecter les opportunités de réinsertion des ex-combattants selon leur activités professionnelles d'avant guerre devrait-elle être réadaptée.

Conclusion

L'étude a démontré que l'entrée très marquée de la jeunesse ivoirienne dans le jeu politique est un rejeton de l'expérimentation des programmes d'ajustement structurel (PAS) auquel le pays a été soumis dès 1979, et à partir de 1980 dans le cadre d'accords avec le FMI et la Banque Mondiale. La tendance notée chez les « JP » à faire du patriotisme un métier doit être perçue comme l'appel au secours d'une génération de jeunes victimes de politiques approximatives d'emploi jeune. Ce patriotisme ivoirien version professionnalisée n'est autre qu'un indice observable de la révolte d'une jeunesse - démunie, déboussolée, confinée dans des rôles politiques marginaux – qui réclame une meilleure participation politique et économique. Le désordre induit par la guerre s'offre à la jeunesse comme une opportunité à saisir pour acquérir des espaces d'autonomie et du pouvoir parallèle. A travers leur soutien à l'État, les jeunes visent surtout à acquérir une légitimité au nom de laquelle ils s'imposent au même État pour faire aboutir leurs revendications dans l'allocation des faveurs étatiques.

Bibliographie

- Akindès, F. (2000). "Inégalités sociales et régulation politique en Côte d'Ivoire: La paupérisation en Côte d'Ivoire est-elle réversible?" *Politique africaine* n°78: Pp.126-141.
- Akindès, F. (2007). Côte d'Ivoire: de la stabilité politique à la crise. Vers une politique de réhabilitation basée sur la responsabilisation des communautés à la base. Banque Mondiale, Abidjan: 132.
- Akindès, F. (2007). La crise ivoirienne ou la réinvention risquée d'une nation. *REPRES "International": Penser la crise ivoirienne*. L. M. Poamé. France, MENAIBUC. Vol. n°1: Pp11-33.
- Bahi, A. A. (2003). « La Sorbonne d'Abidjan » : rêve de démocratie ou naissance d'un espace public ? » *Revue Africaine de Sociologie*. n°7, 1: Pp.1-17.
- Banégas, R. (2007). "Côte d'Ivoire : les jeunes « se lèvent en hommes » Anticolonialisme et ultranationalisme chez les Jeunes patriotes d'Abidjan." *Les études du CERI* n°137 - juillet: 52.
- Banégas, R. (2008). « La République oublie-t-elle ses enfants? » Milicianisation et démilicianisation du champ politique en Côte d'Ivoire. Colloque, Regards croisés sur les milices d'Afrique et d'Amérique latine en situation de violence, CERI.
- Blé Goudé, C. (2006). Crise ivoirienne : Ma part de VERITE. . Abidjan, Fraternité Matin.
- Blé, R. G. (2000). "Le zougou : l'expression d'une jeunesse désorientée." *Sentier* n°4.
- Blé, R. G. (2006). "Zougou et réalités sociales des jeunes en Côte d'Ivoire" *Afrique et développement* Vol. XXXI, n°1: pp.168-184.
- Dévérin, Y. (2006). "La crise ivoirienne : une bonne affaire." *Pambazuka News* Numéro 5.
- Gurr, T. R., Ed. (1970). *Why men rebel.*, NJ: Princeton University Press.
- Konaté, Y. (2002). "Génération zougou " *Cahiers d'études africaines* n°168: p.777-796.

- Konaté, Y. (2003). “Les enfants de la balle : de la FESCI aux mouvements de patriotes’ “ Politique africaine n°89: pp.49-70.
- Le Pape M and C. Vidal (1987). “ L'école à tout prix. Stratégies éducatives dans la petite bourgeoisie d'Abidjan, Actes de la Recherche en Sciences Sociales.” n° 70: pp. 64-73.
- Ouattara, A. (2007). “La crise du monopole de la violence instrumentale en Côte d'Ivoire.” REPERES “International” Vol. n°1(Novembre): Pp.51-62.
- Proteau, L., Ed. (2002). Passions scolaires en Côte d'Ivoire: École, État et société. Paris, Karthla.
- Rueff, J., Ed. (2004). Côte d'Ivoire: Le feu au pré carré, Éditions Autrement.
- Soro, G., (2005). Pourquoi je suis devenu rebelle: La Côte d'Ivoire au bord du gouffre, Ed Hachette Littératures.